

L'Allemagne et l'autocrate d'Azerbaïdjan

communiqué de presse

Le Conseil central des Arméniens d'Allemagne condamne fermement le parrainage de la conférence « Reconstruction des infrastructures d'eau et d'assainissement dans la région du Karabakh » par le ministère fédéral de l'Environnement et de la Conservation de la nature (BMUV) ainsi que par l'IHK et la DIHK, qui a eu lieu du 21 au 23 février 2024 à Bakou.

Ces contributions financières profitent à un régime autocratique qui a déjà mené une guerre d'agression génocidaire, imposé un blocus meurtrier de 120 000 personnes pendant neuf mois et finalement commis un nettoyage ethnique de l'ensemble de la population arménienne du Haut-Karabakh.

À ce jour, des dizaines d'Arméniens sont détenus comme prisonniers politiques à Bakou, tandis que les biens culturels arméniens vieux de plusieurs millénaires sont systématiquement détruits en Artsakh/Haut-Karabakh. L'autocrate Aliyev qualifie la République d'Arménie d'« Azerbaïdjan occidental » et menace d'une nouvelle invasion militaire à grande échelle. Dans les médias azerbaïdjanais affiliés à l'État, des pseudothèses absurdes circulent selon lesquelles même la capitale arménienne, Erevan, est une ville azerbaïdjanaise.

Jonathan Spangenberg, président de la ZAD, a déclaré : « Il est extrêmement scandaleux que l'argent des contribuables soit utilisé pour une conférence dans une dictature autoritaire comme l'Azerbaïdjan. Au lieu de condamner clairement l'Azerbaïdjan et d'exiger des conséquences, le gouvernement fédéral récompense un pays autoritaire avec de nouveaux accords commerciaux. C'est le comble des doubles standards et de l'hypocrisie. »

La participation d'entreprises allemandes à cette conférence est tout aussi scandaleuse et inquiétante. Des entreprises telles que Lutz-Jesco GmbH, Megger Germany GmbH, Herrenknecht AG, Siemens AG, Bioworks Process Technology GmbH et DuPont Water Solutions sont complices de leur volonté d'obtenir des gains politiques et économiques malgré des blessures massives et de graves violations des droits humains.

L'Allemagne et l'Europe s'engagent à juste titre à rompre leur dépendance à l'égard de la Russie. Toutefois, cela ne doit pas signifier qu'une nouvelle dépendance s'établisse à l'égard d'un autre autocrate. Nous exigeons donc que le gouvernement fédéral, en particulier la ministre fédérale Steffi Lemke, clarifie immédiatement ce scandale et mette immédiatement fin aux financements qui contribuent à détériorer davantage la vie des Arméniens. Dans le même temps, nous exigeons la fin immédiate de toutes les relations commerciales avec l'Azerbaïdjan. Promouvoir et élargir les relations politiques et économiques serait moralement répréhensible et contredirait nos valeurs fondamentales allemandes et européennes de liberté, de démocratie et de dignité humaine.

Lien vers un article sur le sujet dans le Frankfurter Rundschau :

<https://www.fr.de/politik/azerbaidtschan-deutschland-deal-beziehung-wirtschaft-regime-armenien-kritik-zr-92858438.html>

source : Alice Kanterian

photo : D.R.

